

Je vous remercie, mon cher Mounier, de l'envoi du Morceau de M. Rossi relatif à votre droit civil. La variété et l'importance de vos occupations vous ont fait oublier que vous me l'avez déjà fait passer avec vos deux discours. Mais je n'ai qu'à vous rendre grâce de la récidive : non par rapport au mérite de l'ouvrage, mais comme preuve d'aimable souvenir. La critique de M. Rossi paraît porter sur un manque de précision dans le code civil, à l'égard de certains droits, et de certaines modifications de propriété ; résultant de nouvelles relations sociales, de nouveaux intérêts pécuniaires. Il me semble qu'il aurait pu mettre ses idées à cet égard en évidence avec plus de simplicité et plus de clarté ; mais sa manière et son style ont un peu de la pomposité et du verbiage italien, et il perce toujours chez lui le désir d'émettre quelque nouveauté qui étonne ses lecteurs : c'est-à-dire un peu de charlatanerie qui ne laisse pas de captiver beaucoup de lecteurs.

Vous me demandez quelques remarques sur le résultat

des Élections ; mais les dernières nouvelles ne laissent rien à dire à cet égard : quiconque lit le Times, le Morning Chronicle, le Standard et l'Examiner peut être aussi bon politique anglais à Pékin qu'à Londres. Le mouvement d'opinion que le ministère avait eu l'intention de donner par son budget, est tombé plat à terre : et cela au-delà de toute attente : sauf cependant dans les comtés où il a tout emporté dans un sens contraire. Là où l'esprit démocratique prédominait déjà, telles que les villes de Manchester, Nottingham, Leicester, Newcastle, et ce qu'on appelle les Metropolitan Boroughs où le suffrage universel existe de fait ; et aussi dans les Bourgs et villes d'Ecosse, les Radicaux ont prévalu, et certainement à

prévaloir. Dans les Bourgs d'Angleterre la vénalité n'a jamais été portée plus loin : d'énormes sommes y ont été dépensées de part et d'autre, et il ne s'y est manifesté, à quelques exceptions près, aucun sentiment décidé. Les élections de la cité de London, de Leeds et du West Riding de Yorkshire ont été les plus marquées. Lord John Russell

n'a dû son succès à Londres qu'à une bévue du Parti opposé ; et l'élection du West Riding, vu le nombre et la qualité des électeurs, et l'influence des grandes familles aristocratiques, de Devonshire, Fitzillary, Carlisle, <??> <??> et aussi l'importance des candidats ministériels, rend cette défaite très remarquable. O'Connell a aussi reçu quelques échecs en Irlande. En résultat, Peel aura environ 50 de majorité, ce qui vu que les Tories sont presque tous des gentleman, qui ont de la fortune et qui s'amuse, n'équivaut qu'à une majorité de 40 pour les Radicaux, qui sont, eux, toujours à leur poste, et qui ont davantage l'œil sur leurs constituants. Vous avez usé l'adresse de Lord John Russell : elle n'est pas modeste : il donne en entier aux Whigs le mérite de mesures qu'ils n'auraient jamais fait passer sans le secours des Tories libéraux : le cas de Lord <Gr??>, de <??????>. Il épiluche aussi davantage la particularité des éléments de sa défaite. Mais je lui sais gré de son silence sur l'Irlande. Sur le scrutin secret, l'extension du suffrage et autres doctrines révolutionnaires dans lesquelles on avait craint qu'il ne cherchât l'appui des masses et la faveur des Radicaux. Il est vrai que c'eût été un peu prématuré ; mais je lui sais cependant gré de n'avoir pas d'emblée condamné son « Reform Bill ». Quant à ces mesures commerciales et de finance auxquelles il paraît attacher un intérêt presque exclusif et qui devrait devenir son cheval de bataille, elles sont excellentes en principe, et quoiqu'il nous les présente comme des nouveautés, il y a 50 ans que les économistes les prêchent sur les toits. Il n'y avait pas plus de raison de les proposer aujourd'hui qu'en 1832 ou en 1839 ou en 1840, sauf la pénurie du Trésor ; ce qui n'est pas une raison de principe. Peel y mettra, sans doute,

sous ce rapport l'importance qu'elles méritent. Ce dernier ne nous dit point comment il compte combler son déficit. Et il ne le sait probablement guère lui-même. Si nous avions eu une belle recette, toutes les

difficultés se seraient applanies(sic) ; mais il n'y en a guère d'apparence ; et je ne vois (sais ?) pas trop comment Peel peut avoir recours à de nouvelles taxes : cela ne me paraît guère possible ; et les papiers ministériels invitent déjà Manchester et Birmingham à suivre l'exemple de Toulouse. C'est en reste un conseil plus facile à donner qu'à suivre. Le parlement s'assemblera le 20 : le ministère fera parler

à Monsieur
Monsieur le Baron Mounier
Paris de France
Paris

la Reine dans son sens et proposera une adresse prônant ses principes, qui sera largement discutée et rejetée (sic) par une forte majorité. Alors ils résigneront, et la tâche de Peel commencera. Il faudra d'abord faire face à une foule de prétentions et élaguer de puissants compétiteurs : il faudra aménager la Maison de la Reine avec tact, sans l'effaroucher. Il faudra pourvoir les princes et cetera, et après tout il faudra gouverner avec une cour constamment à l'affût des occasions ; prêt à se prévaloir d'une division dans le cabinet, ou d'un moment d'impopularité pour dissoudre le Parlement : enfin il faut voir. Agréer, mon cher Mounier, l'assurance de mon attachement. JS. M.